

### Initiatives parlementaires

Le programme d'infrastructure représente un investissement dans notre avenir. Nous construisons des routes, nous améliorons les collectivités. Nous investissons là où les Canadiens le demandent mais surtout, et j'insiste sur ce point, nous oeuvrons en partenariat.

Par exemple, nous travaillons en étroite collaboration avec le gouvernement de la Saskatchewan en vue d'améliorer les routes rurales de la province au cours des deux prochaines années. Ce partenariat fédéral-provincial permettra d'investir 30 millions de dollars et créera plus de 500 emplois à temps plein. Et ce n'est pas tout.

Le projet permettra la création indirecte de centaines d'emplois supplémentaires en Saskatchewan. Les travailleurs de la construction et des secteurs technique et professionnel pourront travailler au lieu d'être relégués au chômage.

Ceux d'entre nous qui représentent l'Ontario savent à quel point les Ontariens ont souffert de la récession de ces dernières années et ont vu leur rêve canadien s'évanouir. Ils se demandent quel avenir attend leurs enfants. Nous avons créé, en collaboration avec l'Ontario, le programme d'infrastructure Canada-Ontario. Nous estimons que cela créera approximativement 37 000 emplois directs et indirects.

• (1125)

Voilà les chiffres. Ils témoignent de la volonté du gouvernement de ramener les emplois, de favoriser la croissance économique et, surtout, de redonner confiance à la population canadienne, une confiance qui a été sérieusement ébranlée par la récession.

Je peux parler d'autres projets, par exemple dans les régions de York ou de Waterloo, où des investissements ont été faits pour redonner la puissance nécessaire, au niveau local et au niveau communautaire, pour faire fonctionner de nouveau l'économie et redonner confiance aux gens pour que l'on puisse aller de l'avant.

Voilà de bons exemples de la façon dont les partenariats peuvent fonctionner, de la façon de construire des partenariats solides et productifs. Le gouvernement espère créer environ 90 000 emplois pour les Canadiens dans la construction elle-même et dans la fourniture d'approvisionnements et de services. En outre, plusieurs milliers d'emplois seront créés indirectement par l'activité générée par le programme.

Ce n'est pas tout. On commence par construire les fondations, viennent ensuite les infrastructures. Après cela, on passe aux initiatives stratégiques des provinces. La encore, le thème est le partenariat et la solution de problèmes régionaux, de manière à promouvoir la collaboration qui doit exister si nous voulons présenter une nouvelle façon de gouverner.

Pour les quatre prochaines années nous avons affecté 800 millions de dollars aux initiatives stratégiques. Cet investissement va nous permettre de construire un Canada délibérément orienté vers la création d'emplois et qui soit l'image d'une société entreprenante et prospère.

Le ministre Axworthy a déjà annoncé un certain nombre de projets dans le cadre du programme des initiatives stratégiques. Il s'agit entre autres d'un programme d'emplois en collaboration

avec la province de l'Ontario, un investissement de 50 millions de dollars destiné à aider des milliers d'assistés sociaux à trouver du travail. N'est-ce pas là ce que les gouvernements doivent faire—donner une chance aux gens qui ont toujours été pris dans un cercle vicieux créé par le système même qui devait les aider?

Nous mettrons ce programme en oeuvre dans 10 ou 12 collectivités, transformant ainsi les programmes existants en un seul réseau coordonné visant à aider les gens à passer du milieu de l'aide sociale au marché du travail. Nous voulons que les Canadiens qui vivent d'aide sociale puissent désormais tirer leur subsistance d'un emploi. C'est cela que veulent les gens.

Nous avons tous fait campagne avant les élections du 25 octobre. Tous nos électeurs nous demandaient de leur donner de l'espoir, de leur donner du travail, afin qu'ils puissent envisager l'avenir avec sérénité. Cet exemple de collaboration avec l'Ontario va dans ce sens. C'est une preuve que nous comprenons un principe fondamental, soit que le rôle du gouvernement est de créer des possibilités pour les gens, et que le rôle des individus est de tirer le meilleur des possibilités qui leur sont offertes.

Je me permets de rappeler également que notre gouvernement entame un examen des programmes de sécurité sociale qui permettra à de nombreux Canadiens d'obtenir à nouveau l'aide dont ils ont besoin pour être compétitifs à l'échelle locale, nationale ou mondiale. Nous travaillons très fort pour nous assurer que tous les Canadiens, d'un océan à l'autre, voient se réaliser leur rêve d'avoir un emploi.

• (1130)

[Français]

**Mme Francine Lalonde (Mercier):** Madame la Présidente, je voudrais souligner, mais je sais que nous le soulignerons mieux cet après-midi, que c'est la première fois que nous siégeons depuis que nous avons perdu un collègue.

C'était pour moi une grande satisfaction de recommencer la session en parlant de plein emploi. Cependant, comme on en parle à partir d'un projet de loi précis, ma satisfaction s'est transformée en déception, en déception vive, quant à la nature des propositions qui sont mises devant nous par le Nouveau Parti démocratique.

Une politique de plein emploi, pour tous ceux qui s'y sont penchés, enfin, à ma connaissance, comprend essentiellement deux grands éléments: des politiques dites macro-économiques qui sont soucieuses de l'emploi et des politiques au niveau des régions et des localités qui, appartenant aux acteurs locaux, aux acteurs régionaux, permettent de combiner les effets maxima de création d'emploi par une politique au niveau national, quelle que soit la nation dont on parle, au niveau de la région, et également, une politique davantage au niveau local et régional.

J'aimerais, parce que le temps est court, et j'espère que nous y reviendrons, rappeler que Diane Bellemare et Lise Poulin-Simon, deux professeurs d'université qui ont beaucoup travaillé ces questions-là depuis les années 1980 au Québec et qui, en fait, ont tellement travaillé qu'elles ont influencé les centrales syndicales, qu'elles ont un peu critiquées, les employeurs, qu'elles ont critiqués aussi, et les gouvernements, qu'au Québec, désormais,